

Législatives au Portugal : l'extrême droite se frotte les mains

Ce dimanche 10 mars, le Portugal vote pour le premier tour de ses législatives. Derrière les partis socialistes et centre droit au coude-à-coude, l'extrême droite pourrait tirer son épingle du jeu.



ANDRÉ VENTURA QUI AVAIT RECUEILLI 7% DES VOIX EN 2022, PRÔNE NOTAMMENT LE RÉTABLISSEMENT DE LA PEINE DE MORT, L'INSTAURATION DE LA CASTRATION CHIMIQUE POUR LES COUPABLES DE VIOL EN RÉCIDIVE.

AFP / PATRICIA DE MELO MOREIRA

« Nous sommes des extrémistes contre la corruption. » André Ventura, leader du mouvement extrémiste Chega (« Assez » en portugais), est extatique ce mercredi 5 mars. Annoncé à 20 % dans les sondages, son parti représente aujourd'hui la troisième force politique du Portugal. Une ascension fulgurante, seulement cinq ans après sa création et qui doublerait voir triplerait le nombre de députés élus 12 sont déjà présents sur les sièges du palais de Sao Bento.

Appelés aux urnes ce dimanche 10 mars, 9 millions de Portugais doivent élire les 230 députés de leur Parlement et leur Premier ministre. Le scrutin était initialement prévu en octobre 2026 mais a été précité par la démission du chef du gouvernement, Antonio Costa, resté au pouvoir pendant huit ans et cité dans une enquête pour corruption relative à l'attribution de contrats énergétiques.

Si son chef de cabinet a notamment été arrêté et un ministre mis en examen, Antonio Costa a toujours nié toute malversation et n'a jamais fait l'objet d'une inculpation. Plus tard, le dossier du ministère public s'était ensuite « dégonflé », les charges initiales de corruption ayant été commuées en « trafic d'influence » dans l'attribution, notamment, de concessions d'exploration de lithium, dont le Portugal est le principal producteur en Europe.

Quelques mois auparavant, le Portugal avait été secoué par un autre scandale lié à la privatisation de la compagnie aérienne nationale TAP Air Portugal. « Un conflit d'intérêts qui avait aussi provoqué une crise gouvernementale et la démission du ministre des Infrastructures et du Logement, Pedro Nuno Santos (PS), et de la secrétaire d'État au Trésor, Alexandra Reis », rappelle la politiste Corinne Deloy [dans un article](#) de **la Fondation Robert Schuman**, centre de recherches et d'étude sur l'Europe.

20 % d'indécis

Lors des précédentes législatives, en janvier 2022, les socialistes avaient remporté la majorité absolue, avec plus de 41 % des suffrages. Mais l'affaire des contrats a depuis laissé des traces. Dans les derniers sondages, les socialistes, désormais emmenés par Pedro Nuno Santos, un économiste de 46 ans, sont crédités de moins de 30 % des intentions de vote. Et à 24 heures du scrutin, la droite espère tenir sa revanche, après l'humiliation de 2022. Les sondages, qui s'étaient lourdement trompés il y a deux ans, donnent une légère avance à l'Alliance démocratique (AD), une coalition de partis de droite menée par Luis Montenegro, un avocat de 51 ans.

« L'affaire de corruption qui a touché Antonio Costa a ébranlé la confiance du public en les socialistes et ça se ressent dans les sondages », analyse Isabel David, professeure en sciences politique à l'université de Lisbonne. Mais l'inquiétude se porte surtout sur les 20 % d'indécis qui pourraient profiter à André Ventura et son parti Chega.

Opportunisme populiste

Ex-séminariste et ancien commentateur sportif de 41 ans, André Ventura a trouvé sa place dans l'extrême droite européenne aux côtés de Marine Le Pen au sein du groupe Identité et démocratie au Parlement de Strasbourg. Depuis, il attaque pêle-mêle la gauche et une droite considérée comme sous influence. Lui qui avait recueilli 7 % des voix en 2022, prône notamment le rétablissement de la peine de mort, l'instauration de la castration chimique pour les coupables de viol en récidive et une « tolérance zéro » pour l'immigration clandestine.

Comme Bolsonaro, élu au Brésil en 2018 notamment grâce à son discours anticorruption dirigé contre Lula et son parti, André Ventura s'appuie sur le même ressort et la même cible : « Si Chega remporte les élections législatives, je vous garantis une chose, c'est que le président du Brésil Lula da Silva n'entrera pas au Portugal !, clame-t-il. Nous avons assez de corrompus ici pour ne pas en accueillir d'autres de l'étranger ! »

Le candidat antisystème incarne selon Ana Navarro Pedro, interviewée par RFI cette « offre populiste, grande gueule et classe moyenne » jusque-là absente des urnes. « C'était un pari réussi de sa part de voir qu'il manquait cette voie à une partie de l'électorat portugais et qu'il pouvait la représenter », soutient la journaliste portugaise. Un opportunisme politique de la part du leader de Chega qui tranche avec son discours passé. « Dans sa thèse de droit, il critiquait le populisme, la stigmatisation des minorités ethniques, se montrait très préoccupé par l'expansion des pouvoirs policiers... Quand on regarde son parcours politique, on voit que c'est quelqu'un sans réelle conviction », avance l'experte.

Longtemps qualifié d'« exception » en Europe, gangrenée par les partis d'extrême droite, le Portugal fait pâle figure à la veille des élections, à deux mois de la célébration du cinquantenaire de la révolution des Œillets coup d'Etat militaire qui avait renversé la dictature salazariste qui dominait le pays depuis 1933.